

BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 20 – du 15 mai au 21 mai 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : LE LIBAN SE MET - ENFIN ? - EN ORDRE DE MARCHÉ POUR SE POSITIONNER AU CŒUR DES CORRIDORS RÉGIONAUX

Hub commercial historique, porte d'entrée méditerranéenne vers le Levant et la péninsule arabe, le Liban pourrait tirer parti des recompositions régionales engendrées par la fermeture du détroit d'Ormuz. Plusieurs initiatives conduites par les autorités libanaises attestent du moins de leur volonté de repositionner le pays au cœur des corridors régionaux de marchandises, d'énergie et de données numériques. Ces projets s'inscrivent dans une séquence diplomatique intense marquée par la multiplication des contacts à haut niveau avec les pays voisins. Le Premier ministre Nawaf Salam s'est notamment rendu à Damas le 9 mai afin de renforcer la coopération bilatérale avec la Syrie tandis que le ministre de l'Énergie Joe Saddi s'est rendu au Caire le 6 mai pour des discussions avec les autorités égyptiennes consacrées aux dossiers énergétiques et aux infrastructures régionales. En outre, le président Joseph Aoun exprimait le 25 février sa volonté d'inclure le Liban dans le corridor économique Inde-Moyen-Orient-Europe (IMEC), à l'occasion de la visite de l'envoyé spécial du président de la République française pour l'IMEC, Gérard Mestrallet.

LE CHIFFRE À RETENIR

90 %

PART DES DONNÉES NUMÉRIQUES
ÉCHANGÉES ENTRE L'EUROPE ET L'ASIE
TRANSITANT PAR LE DÉTROIT DE BAB EL MANDEB

Alors que le Liban souffre d'un déficit structurel de production d'électricité, pallié par des générateurs privés coûteux et polluants, les récents accords régionaux noués par le pays visent à atténuer cette dépendance. Le 6 mai, l'Égypte a annoncé son intention de financer la réhabilitation de la portion libanaise de l'Arab Gas Pipeline, gazoduc de 1 200 km construit au début des années 2000 reliant l'Égypte au Liban via la Jordanie et la Syrie. Menés par la joint-venture jordano-égyptienne *Technical Company for Gas Pipeline Operation Services* (TGS), les travaux qui portent sur près de 30 kilomètres de conduites depuis la frontière syro-libanaise serviront à alimenter le site gazier de Deir Ammar, dans le nord du pays, où le Liban envisage de construire une nouvelle centrale de 825 MW aux côtés de l'unité existante de 425 MW. En parallèle, le Liban, la Syrie et la Jordanie ont annoncé en mai un partenariat destiné à faciliter l'acheminement de gaz entre les trois pays, reposant sur un accord de swap. Le gaz exporté par la Jordanie, importé sous forme de GNL puis regazéifié à Aqaba via une unité flottante, serait destiné au Liban mais absorbé par la Syrie. Cette dernière livrerait ensuite au Liban une quantité équivalente issue de ses champs gaziers situés dans le Nord-Est du pays.

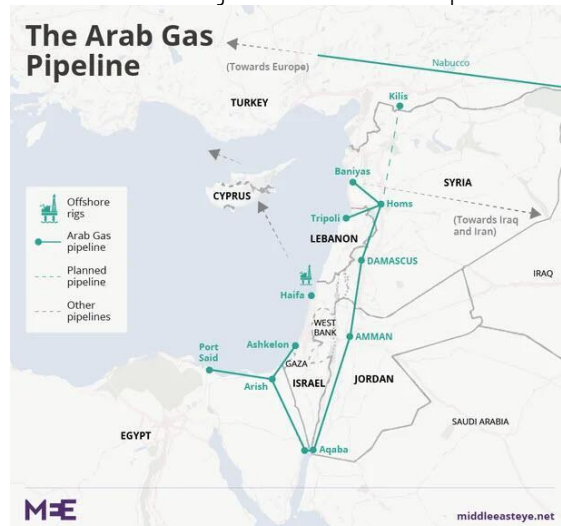
En complément, le Liban souhaite également tirer parti des interconnexions régionales pour redresser son approvisionnement en électricité. À l'Est, alors que la Banque mondiale a accordé à la Syrie une subvention de 146 MUSD pour financer la construction d'une ligne de transmission électrique entre la Turquie, la Syrie et la Jordanie (projet SEEP), le Fonds arabe explore en parallèle, via une étude de faisabilité, l'hypothèse d'une extension vers le Liban à partir de la Syrie. Au Nord, des discussions ont été entamées avec la Turquie afin de relier le pays, qui dispose d'un surplus de production, au Liban via une ligne longeant la côte syrienne. À l'Ouest, un bailleur multilatéral s'est engagé à financer les études de faisabilité d'une interconnexion électrique maritime entre le Liban et Chypre, qui constituerait le prolongement de ligne de transmission à haute tension Euro-Asia

Interconnector reliant la Grèce, Chypre et Israël. Le Liban pourrait ainsi être raccordé, à terme, au réseau électrique européen.

Pour appuyer sa reconstruction et faciliter les flux vers la Syrie, le Liban amorce également des initiatives logistiques en direction de son voisin. Le 15 mai, le ministère des Travaux publics et des Transports a annoncé le lancement d'un appel d'offres pour une étude de faisabilité portant sur la réhabilitation de la ligne ferroviaire reliant Tripoli au poste-frontière d'Abboudiyé, à la frontière syrienne. Construite au début du XXe siècle, cette ligne d'environ 40 kilomètres, qui faisait partie du réseau côtier reliant le Liban au sud de la Turquie, est inutilisée depuis le début de la guerre civile en 1975. Le projet revêt une portée symbolique importante. Il constituerait le premier réseau ferroviaire construit au Liban depuis la fin de la guerre civile et vise à connecter le port de Tripoli et sa future zone économique spéciale aux corridors de transport régionaux. À terme, l'aéroport René Moawad de Qleyaat, au Nord de la ville de Tripoli, dont le ministère a lancé cette semaine les travaux de conversion de l'infrastructure militaire vers un usage civil, et qui se situe sur le tracé de la ligne, servirait également de nœud de connexion multimodal de l'aérien vers le ferroviaire. Enfin, le port de Beyrouth est lui-même engagé dans l'élaboration d'un master-plan qui intégrera une liaison avec Damas via la Bekaa.

Le pays semble également déterminé à réduire sa fragilité numérique. Le Liban n'est en effet relié à internet qu'à travers deux câbles sous-marins, Cadmos et Imewe, ce qui constitue une forte vulnérabilité en cas de chocs. Alors qu'il ne figurait pas parmi la vingtaine de points d'atterrissage du câble Medusa, reliant une douzaine de pays bordant la Méditerranée, le Conseil des ministres a approuvé en janvier le raccordement du Liban à l'initiative européenne.

Si ces premières étapes constituent des avancées concrètes, le Liban devra aller au-delà d'une approche centrée exclusivement sur ses besoins domestiques pour se positionner comme une véritable plateforme régionale tout en développant ses infrastructures domestiques. Alors que l'Irak, dont les exportations de pétrole sont perturbées par les tensions affectant le détroit d'Ormuz, compte sur la Syrie pour assurer l'exportation de son brut via la réhabilitation de l'oléoduc entre Kirkouk et la ville côtière syrienne de Banyas, le Liban pourrait également rénover la portion libanaise de ce tronçon, débouchant vers le port de Tripoli. Le pays gagnerait aussi à développer un site pétrochimique afin de raffiner une partie du pétrole exporté par cet oléoduc depuis Tripoli. Enfin, à l'instar de la Syrie, qui envisage de construire un réseau national de fibre optique long de 4500 km, avec le projet *SilkLink*, en connexion avec l'infrastructure Medusa, afin de se positionner comme un pont numérique entre l'Europe et la péninsule arabique, le Liban pourrait également renforcer son rôle régional dans le transit de données. D'autant qu'il offrirait une alternative au détroit de Bab el-Mandeb, qui concentre 17 % du trafic internet mondial et 90 % des données numériques échangées entre l'Europe et l'Asie. À cette fin, le Liban devra accélérer le déploiement de son réseau national, dont seulement 15 % est aujourd'hui couvert par la fibre optique.



Service Économique Régional de Beyrouth

ÉGYPTE

1. NOUVEAU FINANCEMENT DE LA BANQUE MONDIALE

Le 8 mai, la [Banque mondiale](#) a approuvé un financement concessionnel de 1 Md USD en faveur de l'Égypte dans le cadre de la deuxième phase du programme *GROWTH II*. Cette opération, qui s'inscrit dans un programme de financement en trois tranches lancé en 2024 (*Development Policy Financing*), vise à soutenir les réformes destinées à renforcer la résilience macroéconomique, stimuler l'investissement privé et accélérer la transition verte.

2. INAUGURATION DU PROJET AGRICOLE « NEW DELTA » POUR RENFORCER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le président Al-Sissi a [inauguré](#) le projet agricole « New Delta » à El Dabaa, un projet de développement estimé à 800 Mds EGP (15 Mds USD) visant à réhabiliter 924 000 Ha dans le cadre du programme national de mise en culture de 1 890 000 Ha. Le projet devrait générer près de 2 millions d'emplois selon les autorités. Il repose sur d'importantes infrastructures hydrauliques et énergétiques, comprenant deux axes de transfert d'eau de 150 km chacun, 19 stations de pompage et des capacités de production électrique d'environ 2 000 MW, destinés à irriguer les nouvelles terres agricoles à partir d'eaux de drainage auparavant déversées en Méditerranée. Les opérations agricoles seront confiées à près de 150 entreprises privées dans le cadre d'accords portant sur les cultures ciblées et les systèmes de rotation culturale. À cette occasion, *Future of Egypt* (Mostaqbal Misr) a également annoncé son intention de céder progressivement des participations dans certaines entreprises afin de réinvestir les recettes dans de nouveaux projets de développement et des start-ups, tout en étudiant des opportunités d'investissement agricole à l'étranger, notamment en Tanzanie, au Sénégal et en Sierra Leone.

3. LA BCE REVOIT À LA HAUSSE SES PRÉVISIONS D'INFLATION

La [Banque centrale d'Égypte](#) (BCE) a revu à la hausse ses prévisions d'inflation, anticipant une accélération au deuxième trimestre 2026 avant une reprise de la désinflation à partir du premier trimestre 2027. L'inflation moyenne devrait désormais s'établir entre 16 % et 17 % en 2026, puis entre 12 % et 13 % en 2027, après 14,1 % en 2025. Ainsi, l'inflation devrait dépasser

la cible de 7 % (± 2 points de pourcentage) fixée par la BCE à l'horizon fin 2026. La BCE souligne que cette trajectoire reste exposée à des risques haussiers liés aux tensions géopolitiques régionales, aux mesures de consolidation budgétaire et à la hausse des prix mondiaux de l'énergie. Enfin, la BCE a légèrement abaissé ses prévisions de croissance, ramenées de 5,1 % à 4,9 % pour 2025/26 et de 5,5 % à 4,8 % pour 2026/27, en raison de perspectives moins favorables pour le tourisme et les recettes du canal de Suez. La croissance devrait toutefois continuer d'être soutenue par les secteurs manufacturiers hors hydrocarbures, les services et l'amélioration attendue des activités extractives.

4. SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ACCORD ENTRE EGAS ET TOTALÉNERGIES POUR L'EXPLORATION GAZIÈRE EN MÉDITERRANÉE OCCIDENTALE

Le 13 mai, l'énergéticien français TotalEnergies a conclu un [protocole d'accord](#) avec l'entreprise publique égyptienne EGAS (*Egyptian Natural Gas Holding Company*), portant sur l'exploration de gaz naturel en Méditerranée occidentale. L'accord établit un cadre de coopération technique comprenant des études préliminaires, des évaluations géologiques et des analyses du sous-sol visant à préparer d'éventuelles opérations futures. Ce protocole marque le retour de la major française dans les activités d'exploration gazière en Égypte, dans un contexte d'efforts gouvernementaux visant à restaurer l'attractivité du secteur face au déclin de la production nationale. L'accord intervient dans un contexte de regain d'activité du secteur, marqué notamment par l'annonce d'une découverte estimée à près de 2 Tcf par le groupe italien Eni sur le puits Denise W-1, ainsi que par la décision finale d'investissement (500 M USD) prise par Arcius Energy pour le développement du champ d'Harmattan.

IRAK

1. PERSPECTIVE DE CRISE ESTIVALE DU SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ

L'approche des fortes chaleurs place à nouveau le déficit de production d'électricité au rang des premières préoccupations des autorités irakiennes. Selon le ministère de l'Électricité, la demande devrait atteindre cet été un niveau record de 62 GW, en augmentation de 15 % par rapport à 2025, soit plus du

double de la production maximale d'électricité de 2025 (28 GW), ce qui se traduirait par un déficit de production de 34 GW en 2026. La production effective d'électricité n'a que très peu progressé depuis 2023 (26 GW). Dans le même temps, les pics de demande ont augmenté de manière continue, passant de 40 GW en 2023 à 48 GW en 2024 et 54 GW en 2025, soit une hausse de 35 % en deux ans. La production reste très en deçà de sa capacité théorique (40 GW) pour des raisons de vétusté de certaines centrales électriques, de cycles de maintenance des installations et du manque chronique de combustible, en particulier du gaz. Près de 50 % du gaz utilisé comme combustible par les centrales électriques est importé d'Iran. Le volume moyen des importations de gaz iranien est d'environ environ 25 M m³ par jour pour un volume contractuel de 50 M m³ par jour. Les fréquentes variations de livraisons de gaz par l'Iran sont dues aux besoins de sa demande domestique, aussi bien en été (besoins de climatisation) qu'en hiver (besoins de chauffage). Ainsi, l'Irak est exposé à de fortes baisses de production d'électricité en périodes de faibles voire d'interruption de livraisons de gaz par l'Iran. En mars dernier, la forte baisse des livraisons de gaz s'est traduite par une diminution de 3,5 GW de la génération d'électricité irakienne. Les importations de gaz iranien avaient diminué de 19 M m³ par jour à 5 M m³ par jour. Facteur aggravant, conséquence du conflit régional, la production de gaz associé au pétrole, combustible des centrales électriques, a fortement diminué suite à la chute de la production irakienne de pétrole passée de 4,2 M b/j début 2026 à 1,4 M b/j en avril. La production de gaz associé au pétrole a ainsi chuté de 37 M m³ par jour avant le conflit à moins de 10 M m³ par jour en avril.

2. REPRIS DES IMPORTATIONS DE MARCHANDISES TURQUES VIA LA SYRIE

Le 18 mai, un convoi de camions en provenance de la Turquie a rejoint l'Irak via la Syrie pour la première fois depuis 2013. Les camions sont entrés en Irak au passage de Rabia, situé dans la province de Ninive. La réouverture effective de ce poste-frontière crée une route alternative possible pour les transporteurs turcs, qui jusqu'à présent étaient obligés de transiter par la région autonome du Kurdistan irakien avant d'atteindre l'Irak fédéral. Cette route alternative pourrait offrir à Bagdad la possibilité de contourner le système douanier du Kurdistan irakien, dont les

procédures ne sont pas harmonisées avec le reste de l'Irak.

IRAN

1. PÉNURIE DE CARBURANT

La pénurie d'essence saisonnière que connaît l'Iran depuis quelques années s'est aggravée avec le conflit armé, notamment en raison du blocus maritime qui empêche l'importation de carburant. La consommation quotidienne oscille aujourd'hui entre 130 et 140 millions de litres alors que les raffineries dont dispose le pays, vieillissantes et en partie endommagées, ne produisent que 107 à 124 millions de litres par jour. Le président Pezeshkian a admis que la capacité de production avait diminué depuis le début de l'année et que le blocus maritime coûtait au pays 500 millions de dollars par jour. Pour faire face à cette situation, le gouvernement privilégie des méthodes de gestion non tarifaires plutôt qu'une augmentation des prix à la pompe, privilégiant les professionnels de la route et les ménages les plus modestes. Un plan de traçage du carburant via des cartes interactives a également été lancé à Téhéran pour lutter contre la contrebande.

2. CRISE DE LIQUIDITÉ CHEZ LES ÉQUIPEMENTIERS AUTOMOBILES

L'industrie automobile iranienne est aujourd'hui pratiquement à l'arrêt. Les fabricants de pièces détachées font face à une crise de liquidité sans précédent, aggravée par les chèques sans provision émis par le constructeur Saipa, le 2^{ème} du pays par le chiffre d'affaires. Les équipementiers exigent que les délais de paiement soient réduits de 4 à 1 mois afin de s'adapter à la hausse des prix continue des matières premières (notamment l'acier et les dérivés de la pétrochimie, durement touchés par les frappes) et à la flambée du dollar, soulignant que les prix des pièces automobiles augmentent nettement plus rapidement que ceux des biens de consommation courante. Paradoxalement, les prix des véhicules sur le marché libre enregistrent des baisses significatives en raison d'une stagnation de la demande. Afin de contourner les obstacles logistiques et bancaires auxquels l'industrie automobile fait face, des investisseurs chinois et iraniens basés à Oman viennent de créer un consortium pour produire des pièces automobiles standards sur le sol omanais. S'il paraît de nature à

BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

fluidifier l'approvisionnement de l'industrie automobile iranienne, ce projet ne devrait pas connaître de concrétisation avant plusieurs mois.

3. DÉFICIT ÉLECTRIQUE

Cette année, le réseau électrique iranien souffrira d'un déficit estimé entre 12 et 17 Gw en période de pointe. La Chambre de commerce de Téhéran a informé ses adhérents que le gouvernement privilégiera le secteur résidentiel, transférant le fardeau des coupures sur les industries. Les entreprises sont exhortées à investir dans les énergies renouvelables et à modifier leurs horaires de production pour atténuer les effets de la pénurie. Dans le même temps, le Ministère de l'Énergie a annoncé de nouvelles mesures de régulation de la consommation d'électricité pendant les mois d'été. Les abonnés résidentiels qui réduiront leur consommation de 10 % par rapport à l'année précédente bénéficieront d'une réduction de 30 % sur leur facture. En outre, l'installation volontaire de panneaux solaires de 5 kilowatts permettra d'obtenir des réductions supplémentaires de 20 % à 30 %. Le Ministère a enfin confirmé que les coupures de courant concerneraient en priorité les administrations publiques (qui devront réduire leur consommation de 30 % à 70 %) et la grande industrie.

ISRAËL

1. CONTRACTION MOINS FORTE QUE PRÉVU DE L'ÉCONOMIE

L'économie israélienne s'est contractée de 3,3 % en rythme annualisé au premier trimestre 2026 (soit -0,8 % sur le trimestre), selon une première estimation du Bureau central des statistiques (contre un consensus des économistes attendu à -4%). Ce recul, qui met fin à deux trimestres de croissance, reflète principalement les effets de la guerre avec l'Iran sur le mois de mars. Le PIB par habitant, indicateur le plus représentatif du niveau de vie, a pour sa part chuté de 4,5 % en rythme annuel. La contraction touche la plupart des composantes de la consommation : les dépenses de consommation privée ont reculé de 4,7 %, tandis que les dépenses de consommation publique civile se sont effondrées de 26,8 %. À l'inverse, les dépenses de consommation liées à la défense ont progressé de 9 % en raison de la guerre. L'ampleur du rebond sur le deuxième trimestre dépendra désormais de l'absence ou non de reprise des combats avec l'Iran.

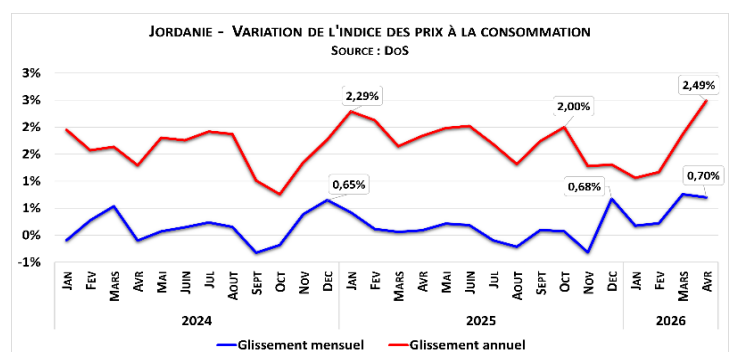
2. LE GOUVERNEMENT ENCADRE LES EXPORTATIONS GAZIÈRES DE LÉVIATHAN POUR PRÉSERVER SON MARCHÉ INTÉRIEUR

Le ministère israélien de l'Énergie a publié les conditions encadrant l'accord d'exportations gazières avec l'Égypte (130,9 Mds de m³, environ 35 Mds USD sur la durée du contrat), conclu en décembre 2025 avec les partenaires du gisement Leviathan dirigés par Chevron (39,66 %). Bien que la capacité de production soit censée passer de 1,4 à 2,1 milliards de pieds cubes par jour d'ici 2029-2030 au bénéfice de l'Égypte, le cadre garantit la priorité au marché israélien : les partenaires devront proposer aux acheteurs locaux des contrats fermes d'un à huit ans (avec structure saisonnière reflétant les pics de demande estivale), des ventes au comptant subordonnées à la satisfaction préalable des engagements domestiques et plusieurs options tarifaires (prix de base réglementé, indexation sur le Brent ou prix d'exportation vers l'Égypte minoré de 0,25 USD/mn Btu). Ces dispositions traduisent l'équilibre délicat recherché par le gouvernement israélien entre expansion des exportations régionales et sécurité énergétique d'un pays dont 70 % de la production électrique dépend du gaz naturel.

JORDANIE

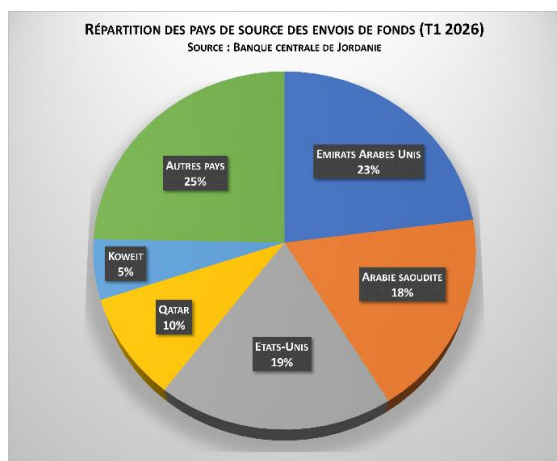
1. L'INFLATION ATTEINT 2,49 % EN AVRIL

Selon le Département des Statistiques (DoS), l'indice des prix à la consommation (IPC) a enregistré une hausse de +2,49 % en glissement annuel (g.a) en avril 2026 et de +0,70 % par rapport au mois de mars 2026 (glissement mensuel). L'inflation pour avril 2026 (g.a.) a principalement été tirée par l'augmentation des prix des catégories : « effets personnels » (+23,64 %), « matières grasses et huiles » (+15,26 %) et « légumes, légumineuses et conserves » (+7,40 %). En revanche, sur les quatre premiers mois de 2026, l'inflation cumulative s'élève à 1,65 %, contre 1,97 % sur la même période en 2025.



2. HAUSSE DES RÉSERVES DE CHANGE ET DES TRANSFERTS DES EXPATRIÉS

Selon la Banque centrale de Jordanie (CBJ), les réserves de change ont atteint 27,1 Mds USD fin avril 2026, couvrant 9,5 mois d'importations. Cela marque une hausse de +8 % par rapport à la fin de l'année 2025 (25,5 Mds USD). Par ailleurs, les envois de fonds des expatriés (« *remittances* ») entrants en Jordanie ont augmenté de +12,4 % au premier trimestre (T1 2026), atteignant 1,23 Md USD. Ces envois proviendraient majoritairement des Émirats Arabes Unis (22,9 %), puis des États-Unis (19,2 %) et d'Arabie saoudite (18,3 %). Les envois de fonds sortants ont également augmenté de 13,6 %, atteignant 477,4 M USD, dirigés majoritairement vers l'Égypte (40,6 %).



LIBAN

1. SKY LOUNGE SERVICES ASSURERA LA RÉHABILITATION DE L'AÉROPORT DE QLEYAAT

La société *Sky Lounge Services* a remporté l'appel d'offres portant sur la réhabilitation, l'exploitation et la gestion de l'aéroport René Moawad de Qleyaat, au Nord de Tripoli, a annoncé le ministère des Travaux publics et des Transports le 20 mai. Le projet vise à remettre en service le deuxième aéroport civil du Liban, actuellement utilisé par les forces armées libanaises, afin de désengorger l'aéroport international de Beyrouth, qui est saturé.

À terme, les autorités envisagent d'y développer une plateforme dédiée aux compagnies à bas coût. Le président de *Middle East Airlines* (MEA), Mohammad El Hout, avait annoncé en 2025 le projet de création

d'une filiale *low cost* baptisée « *Fly Beirut* », qui pourrait opérer depuis Qleyaat.

2. LE LIBAN SOUHAITE RELANCER UNE LIGNE FERROVIAIRE AU NORD VERS LA SYRIE

Le ministère libanais des Travaux publics et des Transports a annoncé le 15 mai depuis le port de Tripoli le lancement d'un appel d'offres pour une étude de faisabilité portant sur la réhabilitation de la ligne ferroviaire reliant Tripoli au poste-frontière de Abboudiyé, à la frontière syrienne. Construite au début du XX^{ème} siècle cette ligne d'environ 40 kilomètres faisait partie du réseau côtier reliant le Liban au Sud de la Turquie est inutilisée depuis le début de la guerre civile en 1975.

L'Office des chemins de fer et des transports en commun (OCFTC) doit désormais sélectionner le cabinet chargé de réaliser l'étude technique, économique et environnementale du projet, financée par le port de Tripoli. Le projet, qui constituerait le premier réseau ferroviaire construit au Liban depuis la fin de la guerre civile, vise à connecter le port de Tripoli, sa future zone économique spéciale et, à terme, l'aéroport René Moawad de Qleyaat aux corridors de transport régionaux.

3. LA BERD ACCORDE SON PREMIER CRÉDIT AU LIBAN DEPUIS 2019

La BERD a officialisé l'octroi d'un paquet de financement de 22 M USD en faveur de *Spinneys Levant Limited* (SSL), principale *holding* active dans le secteur de la distribution au Liban. Celle-ci opère à travers la structure *Gray Mackenzie Retail Lebanon*, des marques de supermarchés telles que *Spinneys*, *Monoprix* ou la plateforme en ligne de livraison à domicile *Noknok*.

Le financement, composé d'un prêt de 20,5 M USD abondé d'une subvention de 1,5 M USD, bénéficie d'une garantie de première perte apportée par le fonds européen ESFD +.

L'opération financera les dépenses d'investissement de la *holding* destinés à soutenir sa croissance organique, *Spinneys* prévoyant l'ouverture de nouveaux magasins, tout en améliorant l'efficacité énergétique des points de vente existants et d'accompagner la réduction de l'utilisation du plastique de 25 %. Il s'agit du premier crédit accordé par la BERD au Liban depuis 2019, année au cours de

BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

laquelle la Banque avait suspendu ses activités d'intermédiation bancaire à la suite de la crise financière.

PALESTINE

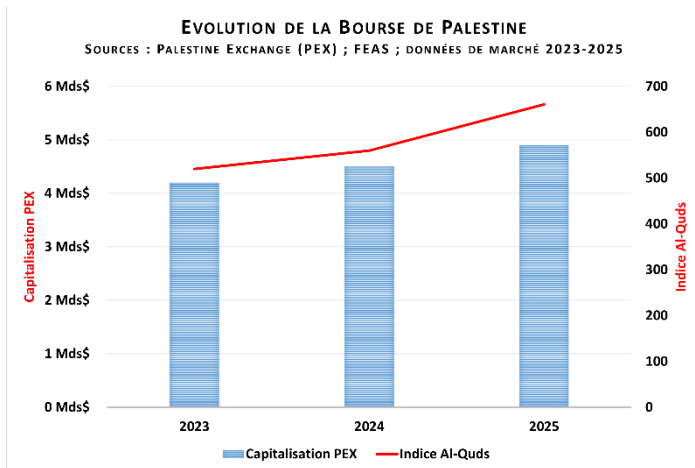
1. LA BOURSE DE PALESTINE RENFORCE SON INTÉGRATION FINANCIÈRE RÉGIONALE

La Palestine Exchange (PEX) a été élue en juin 2025 au conseil d'administration de la Fédération des marchés euro-asiatiques (FEAS), organisation regroupant plusieurs places financières régionales. Cette élection intervient dans un contexte de forte volatilité économique et financière en Palestine.

La PEX compte actuellement 47 sociétés cotées, pour une capitalisation boursière d'environ 4,9 Mds USD répartie entre les secteurs bancaire, industriel, des services, de l'investissement et des assurances. Au premier trimestre 2026, le volume des échanges a toutefois fortement reculé, avec une valeur transigée de 42 M USD contre 130 M USD un an plus tôt.

L'indice Al-Quds, principal indice boursier palestinien, mesure l'évolution des principales sociétés cotées à la PEX. Celui-ci avait progressé de 18 % au premier semestre 2025, signant sa meilleure performance depuis plus de quinze ans malgré le contexte économique et sécuritaire.

Cette élection illustre la volonté des institutions financières palestiniennes de maintenir leur insertion dans les réseaux financiers régionaux et internationaux malgré le ralentissement économique.

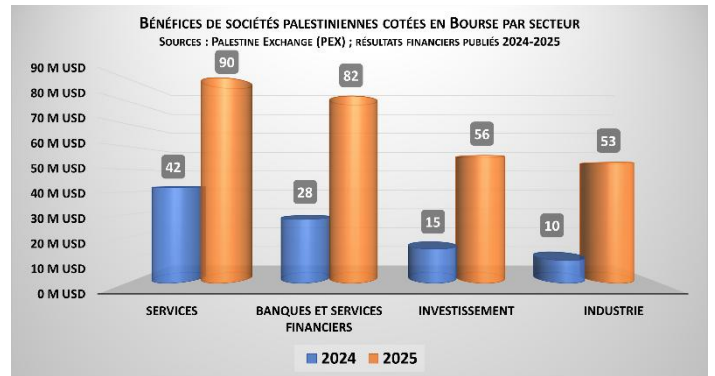


2. LES SOCIÉTÉS PALESTINIENNES COTÉES RETROUVENT DES NIVEAUX DE PROFITS PROCHES DE L'AVANT PANDÉMIE

Les sociétés cotées à la Palestine Exchange ont enregistré des bénéfices cumulés de 296 M USD en 2025, contre 95 M USD en 2024, retrouvant des niveaux proches de ceux observés avant la pandémie de Covid-19 malgré le contexte de guerre et de ralentissement économique.

Le secteur des services a enregistré les profits les plus élevés (90 M USD), devant les banques et services financiers (82 M USD), l'investissement (56 M USD) et l'industrie (53 M USD). Plusieurs grands groupes palestiniens ont publié des résultats solides, à l'image d'APIC, dont les ventes ont dépassé 1,3 Md USD en 2025, ou encore du groupe Paltel/Jawwal.

Ces résultats traduisent une certaine résilience du secteur privé palestinien, soutenue notamment par les télécommunications, la banque et certaines activités commerciales régionales, malgré la contraction persistante de l'économie palestinienne et les difficultés logistiques liées au conflit.



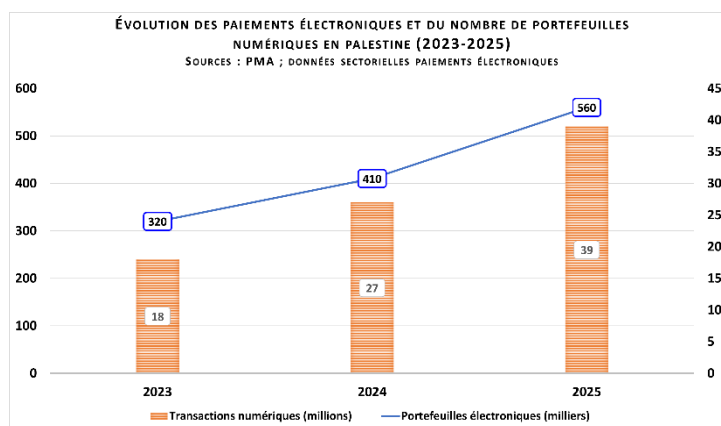
3. LA DIGITALISATION DES PAIEMENTS PROGRESSE MALGRÉ LES TENSIONS SUR LE SECTEUR BANCAIRE

L'Autorité monétaire palestinienne (PMA) poursuit le développement des paiements électroniques et de l'inclusion financière malgré le ralentissement économique. Selon les dernières données publiées par la PMA, le nombre d'opérations de paiement numérique et de portefeuilles électroniques continue de progresser en 2025, porté notamment par les usages mobiles et les transferts électroniques.

Les autorités palestiniennes considèrent la digitalisation des paiements comme un outil de résilience économique dans un contexte marqué par les restrictions de circulation, les difficultés d'accès au numéraire et les perturbations économiques liées au conflit. Plusieurs banques et opérateurs financiers

palestiniens ont également accéléré leurs investissements dans les services numériques et les applications de paiement mobile.

Cette stratégie intervient alors que le secteur bancaire palestinien demeure confronté à de fortes incertitudes concernant ses relations de correspondance bancaire avec les banques israéliennes. Les renouvellements de garanties accordées par les établissements israéliens restent de court terme, alimentant les inquiétudes sur la continuité des paiements transfrontaliers et des opérations financières régionales. Dans ce contexte, les autorités palestiniennes cherchent à renforcer les infrastructures de paiement locales et à réduire la dépendance au cash.



SYRIE

1. PARTICIPATION DE LA SYRIE AU G7 FINANCE SUR INVITATION DE LA FRANCE

Le ministre des Finances syrien a participé le lundi 19 mai, sur invitation de la France, à la réunion « Finances » du G7, rassemblant les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales des sept pays parmi les plus riches du monde (Allemagne, Canada, États-Unis, Italie, Japon, Royaume-Uni et France). Le ministre a réaffirmé l'engagement de la Syrie à renforcer son intégration dans le système économique et financier international. Il a présenté les efforts du gouvernement de transition pour créer un environnement favorable aux investissements étrangers, à la reconstruction et au développement durable du pays. Le président de la Banque mondiale et la directrice générale du FMI, présents à la réunion, ont salué les réformes en cours en Syrie et la coopération étroite entre les institutions et les autorités syriennes.

2. RÉFORME DU CADRE ET DE L'ADMINISTRATION DES DOUANES

Le président syrien de transition, A. al-Charaa, a promulgué le décret n° 109 du 16 mai 2026, abrogeant les lois douanières de 2006 et modernisant l'administration des douanes en Syrie. La réforme prévoit la création d'une administration des douanes rattachée à l'Autorité générale des points de passage et des douanes, ainsi qu'une Académie douanière chargée de la formation du personnel. Le décret simplifie le cadre et les procédures en imposant la numérisation des échanges de données, la dématérialisation des process et l'adoption d'un système de contrôle sélectif fondé sur l'analyse des risques. S'agissant des droits de douane, les modifications tarifaires devront désormais être publiées officiellement dans les médias nationaux et plateformes numériques et un Conseil tarifaire sera chargé de proposer les ajustements des montants.

Le texte encadre aussi le fonctionnement des zones franches, autorisant l'entrée et la sortie de marchandises étrangères sans droits de douane, sous réserve de frais de service, et renforce les prérogatives des agents des douanes, y compris l'usage d'armes dans la lutte contre la contrebande, dont la définition est élargie aux fausses déclarations et documents falsifiés.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION (MILLIONS) – 2025	FMI / WEO	118,3	46	86,7	10,2	11,5	5,8	5,6	25,6
PIB (Mds USD) – 2025	FMI / WEO	349	265	376	665	62	28	14*	21*
PIB / HAB. (USD) – 2025	FMI / WEO	3190	5830	4250	67000	5356	4470	2593*	869*
CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2025	FMI / WEO	4,4	0,5	0,3	3,1	2,7	-7,5	-26,6*	-1,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2025	FMI / WEO	-7,2	-6,3	-4,3	4,9	-5,3	0,4	-9,5*	-3,1*
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2025	FMI / WEO	84	53,1	36,4	70	83,4	114	86*	n/a
RATING COFACE 2025	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	STATISTIQUES OFFICIELLES	11,9	-1,2	60	1,8	1,1	15,3	48,9	15,2
PMI MENSUEL	STATISTIQUES OFFICIELLES	49,8	n/a	39,4	50,2	n/a	50,6	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2025	DOUANES FRANÇAISES	1838	418	231	1885	1240	540	30	30
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2025	DOUANES FRANÇAISES	1214	1556	51	1410	60	93	4	4

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024/2025

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtrésor.gouv.fr